

Hollande doit changer de Premier ministre (2)

François Hollande a manqué l'occasion d'appliquer la Constitution d'une façon moins présidentielle, et de reconnaître ainsi un plus gros poids à la Chambre des députés : il n'aurait pas dû exercer vis-à-vis des députés « frondeurs » un chantage à la dissolution. En tant que chef de l'Etat, il aurait dû annoncer que si Vals n'obtenait pas le vote de confiance demandé, il chercherait un autre Premier ministre au sein de la majorité, capable de rassembler celle-ci.

Par ses atermoiements, ses reculs, son impréparation, son absence de convictions, Hollande s'est mis, et avec lui toute la gauche, et tout le pays, dans une mauvaise situation. **Le plus probable est hélas qu'après son quinquennat raté, plus aucun obstacle ne s'oppose, pour des décennies, au pouvoir de l'oligarchie** : nous aurons les apparences et les rites de la démocratie, mais l'essentiel se passera ailleurs. Les oligarques du monde auront gagné la partie à jamais, ne laissant aux peuples que le pain et les jeux du cirque....

Le projet de budget risque d'être retoqué par la Commission européenne, puisqu'elle en a désormais la prérogative. M. Djisselbloem, président de l'Eurogroupe, ne se contente pas d'exiger de notre pays qu'il fasse davantage d'économies, il veut que l'on liquide l'Etat providence.

Pour résister à cette sommation, il aurait fallu que Hollande et Vals puissent s'appuyer sur une « base sociale ». Il aurait fallu qu'ils puissent évoquer le legs historique de ce pays, et s'en réclamer. Au lieu de quoi, ils s'inscrivent dans la logique de M. Djisselbloem, ils relaient l'incroyable pression qui s'exerce sur notre peuple comme sur les autres peuples européens.

Quelle idée a eu François Hollande de nommer premier ministre celui qui n'avait recueilli que 5 % des votes au moment de la primaire ?

En faisant la politique de la droite, Hollande et Valls ont compté sur la mansuétude de celle-ci et sur celle du patronat : peine perdue ! Les leaders de droite font de la surenchère sur l'ultralibéralisme et l'austérité.

François Hollande ne peut espérer être réélu (le chômage ne va pas baisser sensiblement d'ici 2017). Le meilleur service qu'il puisse rendre à la gauche et à notre pays, c'est de prendre acte de la fausse route, de renouer avec le **discours du Bourget** (« mon ennemi, c'est la finance »), de changer de premier ministre en associant au gouvernement les Verts et le Front de gauche, et de laisser le gouvernement gouverner, en s'appuyant sur toute sa majorité parlementaire.

Le gouvernement aura pour mission de fixer un cap : reconquérir le pouvoir partout où il a été accaparé par les oligarques ; réhabiliter l'action publique ; défendre les services publics ; infléchir la politique européenne. Et aussi d'expliquer les obstacles, de prendre le peuple à témoin, de mobiliser les forces sociales...

Si, en 2017, les forces de gauche arrivent divisées, c'est la débâcle assurée, ouvrant la porte à on ne sait quelle aventure.

Pour éviter cette catastrophe annoncée, elles doivent ouvrir largement le débat, organiser des primaires (ouvertes à toutes les forces de gauche- en y incluant bien sûr les Verts) pour l'élection présidentielle, se structurer en une Fédération, se préparer à présenter aux élections législatives des candidats communs (choisis de façon à respecter à la proportionnelle la diversité des courants qui se seront confrontés lors des primaires).

Le temps est désormais compté.

Bonnes nouvelles

Bolivie : Réélection triomphale d'Evo Morales avec 61 % des voix. Evo Morales, ancien producteur de coca d'origine aymara, syndicaliste et dirigeant socialiste, avait été élu en 2005 avec 54 % des voix et en 2009 avec 64 % des voix. Le pays enregistre la plus forte croissance d'Amérique latine (5,2 %). En huit ans, la richesse nationale a été multipliée par trois, les exportations n'ont cessé d'augmenter. En 2006, Evo Morales a nationalisé le secteur des hydrocarbures. Les investissements étrangers continuent d'arriver dans le secteur. Les entreprises payent entre 70 % et 75 % d'impôts à l'Etat. La rente pétrolière a généré 22,3 milliards de dollars entre 2006 et 2013, et 7 milliards ont été investis dans le secteur des hydrocarbures. Cette manne financière a permis l'amélioration du niveau de vie des Boliviens et la baisse de la pauvreté. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, l'Etat a fait une place aux indigènes et aux paysans, ce qui n'avait jamais été le cas avant. Le gouvernement a mis en place des bons d'aide aux personnes âgées et aux enfants scolarisés. Il a construit des écoles, des hôpitaux ou des terrains de jeux. Il a fait goudronner des routes, installé le système d'égouts et financé des tracteurs. *(Le Monde, 11 octobre)*

Malala Yousafzai et Kailash Satyarthi, prix Nobel de la paix.

Malala Yousafzai, Pakistanaise de 17 ans, est cette écolière qui tenait un blog racontant la vie au quotidien dans sa vallée des contreforts de l'Himalaya, sous l'occupation des talibans, entre 2007 et 2009. Ceux-ci avaient imposé leur vision de la charia, privant notamment les filles d'éducation en dynamitant leurs écoles, jusqu'à ce qu'ils soient délogés par l'armée. En 2012, un taliban avait tenté de l'assassiner, la blessant d'une balle au visage. Depuis, elle réside à Londres, entre deux conférences internationales sur le droit à l'éducation. Après son discours à l'ONU en 2013, elle eut droit à une ovation debout d'une assistance éblouie.

Kailash Satyarthi, Indien, a créé une ONG pour lutter contre le travail des enfants, qui a sauvé 82 000 enfants de l'exploitation. 43 millions d'enfants (5 -14 ans) ne sont enregistrés ni dans un emploi, ni à l'école, ce qui fait d'eux un réservoir de travailleurs potentiels ou déjà bien réels. *(Le Monde, 12-13 octobre)*.

Cellule photovoltaïque. Une équipe de l'Ecole polytechnique de Lausanne conduite par Michael Grätzel, associée à des chercheurs de Corée du Sud et de Singapour, a mis au point une cellule photovoltaïque qui utilise l'électricité produite pour séparer l'hydrogène et l'oxygène de l'eau. L'énergie solaire, intermittente, pourra ainsi être stockée sous forme d'hydrogène. La cellule utilise la pérovskite, un matériau à bas coût qui pourrait un jour se substituer au silicium. *(Le Monde Science & médecine, 1^{er} octobre)*

Allemagne. Contre la spéculation, l'habitat autogéré. Née à la fin des années 1980, une organisation, le Syndicat des immeubles locatifs, chapeaute aujourd'hui 87 réalisations d'habitat autogéré, qui logent 2000 personnes dans tout le pays, et continue à se développer. Le propriétaire des murs est une SARL qui compte deux associés : l'assemblée des habitants et le Syndicat. Revente des habitations, transformation en propriétés individuelles ou changement de statut : sur toutes ces questions, les voix des deux associés de la SARL sont nécessaires. Le Syndicat a donc un droit de veto, ce qui protège les projets membres de tout retour sur le marché spéculatif, sans mettre à mal l'autogestion des lieux. Car l'assemblée des habitants est souveraine sur tout ce qui concerne la gestion du lieu : financement, vie en commun, niveau des loyers. Ainsi, les locataires peuvent rester dans leur logement aussi longtemps qu'ils le souhaitent sans craindre une hausse intenable de loyer. « Ici, nous avons décidé de moduler les loyers en fonction des revenus de chacun, pour qu'une personne au chômage puisse aussi y vivre », précise l'un des habitants. *Nos loyers varient entre 200 et 400 € par mois* ». Les projets n'ont pas le droit d'exiger un apport financier personnel pour pouvoir en faire partie. Mais ils doivent trouver eux-mêmes leur modèle de financement. Le Syndicat contribue simplement à hauteur de 12 400 € par groupe, payés grâce à un fonds de solidarité abondé par les projets existants. *(Article à lire dans Politis, 25 septembre. On y signale qu'en France un collectif s'est créé qui s'inspire de ces idées, le Clip. Et un autre article indique qu'à Zurich, l'habitat partagé (logements appartenant à des coopératives) représente un cinquième des logements).*

La Suisse se prépare à mettre fin au secret bancaire en 2018. Elle veut adopter l'échange automatique de données fiscales. Elle rejoint ainsi la longue cohorte de pays qui ont déjà promis de le faire, parmi lesquels des places fortes financières comme le Luxembourg et Singapour *(Le Monde, 10 octobre)* [De son côté, Washington tente de mettre fin à l'exil fiscal des entreprises américaines, De plus en plus d'entreprises rachetaient un concurrent dans un pays bénéficiant d'une fiscalité plus avantageuse que celle en vigueur aux Etats-Unis pour ensuite y délocaliser leur siège social, tout en conservant leurs activités outre-Atlantique. L'OCDE presse les Etats de coopérer contre la fraude fiscale internationale. L'Irlande ne veut plus être un paradis fiscal pour multinationales (qui permet par exemple à Apple ou Google d'échapper largement à l'impôt). En France, Bercy a récupéré, au titre de la régularisation fiscale, 1,85 milliards d'euros. *(Le Monde, 11, 24, 26 septembre, 2 octobre)*].

France. Les peines planchers sont supprimées. Ces peines minimales obligatoires pour les condamnés en récidive avaient été instaurées en 2007 à la demande de Sarkozy. Ces peines ont été prononcées très majoritairement sur les plus petits délinquants (à 97 % pour les délits, à 3 % pour les crimes). Elles ont été cependant très sérieusement alourdies : la part de prison ferme est passée de 8,2 mois à 11 mois. La loi de 2007 a ainsi provoqué, à délinquance comparable, 4000 années de prison supplémentaires. Sans incidence sur le taux de récidive.

Tête-à-Claques s'était inspiré d'un « modèle » américain de lutte contre le crime. Hélas, les Etats-Unis constituent un contre-exemple qui illustre en réalité les effets délétères d'une politique de mise à l'écart de franges entières de la population. « Depuis vingt ans, **15 % de la population américaine a été mise en prison** et privée de ses droits civiques. En baïllonnant les pauvres, le gouvernement peut continuer à

défendre les intérêts de l'oligarchie. » (John McTiernan). Le complexe carcéral emploie directement plus de 800 000 personnes, soit plus que l'industrie automobile. (Le Monde, 8 juillet, 30 septembre, Télérama, 17 septembre).

France. La loi sur la transition énergétique valide d'importantes propositions. L'objectif de division par deux de la consommation d'énergie à l'horizon 2050 est affirmé (avec en outre un objectif intermédiaire de - 20 % en 2030 par rapport à 2012), ainsi qu'une division par quatre des gaz à effet de serre. En 2025, la filière nucléaire ne contribuera plus qu'à 50 % de la production d'électricité (contre 75 % actuellement). En régime de croisière, il faudra isoler 500 000 logements par an, et passer à niveau « basse consommation » pour l'ensemble du parc ancien d'ici 2050. Des aides seront mises en place pour les particuliers, notamment les plus modestes, pour aider à payer les factures d'énergie ou effectuer des travaux d'amélioration énergétique dans leur logement. (Politis, 9 octobre).

[En revanche, la fin de l'écotaxe est une très mauvaise nouvelle. Elle marque un nouveau recul du gouvernement en face des lobbies – les bonnets rouges bretons l'an dernier, l'organisation patronale des transporteurs routiers cette fois- .L'écotaxe visait à faire payer aux transporteurs routiers la dégradation des routes qu'ils utilisent et endommagent, ainsi que la pollution importante qu'ils génèrent. Ce principe cohérent est déjà appliqué dans plusieurs pays européens. L'Etat devra payer de lourdes pénalités à la société Ecomopuv', chargée par le gouvernement Fillon, dans des conditions litigieuses, de mettre en place les portiques et de collecter l'écotaxe. L'idée de Ségolène Royal de mettre à contribution les sociétés d'autoroute, qui font des profits abusifs (15 milliards d'euros de dividendes depuis la privatisation des autoroutes en 2006) est légitime. Mais les contrats très avantageux consentis à celles-ci par le gouvernement de l'époque font qu'elle sera sans doute abandonnée... Tout cela va à l'encontre du principe de fonctionnement des institutions démocratiques qui suppose la réversibilité des décisions prises, comme l'indique Paul Jorion, à propos notamment des pénalités financières qui devraient être versées par l'Etat à EDF en cas de fermeture de la centrale de Fessenheim...Le Monde, 11 et 15 octobre].

Environnement

De 1970 et 2010, la moitié des populations d'espèces sauvages ont disparu. Les pertes les plus lourdes sont observées sous les tropiques (- 56 % contre - 36 % dans les zones tempérées), tandis que l'Amérique latine est la plus affectée (-83 %). En cause : la disparition et la dégradation de l'habitat (du fait de la déforestation, de l'urbanisation ou encore de l'agriculture), la chasse et la pêche, la pollution et le changement climatique (rapport de la WWF, Le Monde, 1^{er} octobre).

La fonte des calottes polaires s'accélère. Sous l'effet du réchauffement, 500 milliards de tonnes de glace se déversent par an dans l'océan. L'augmentation du niveau de la mer pourrait excéder un mètre d'ici à 2100 (Le Monde, 4 septembre).

Drogues

D'ex-présidents (du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Mexique, de la Pologne, du Portugal et de la Suisse) ainsi que Kofi Annan (ex secrétaire général de l'ONU), appellent les Etats à cesser de criminaliser l'usage et la possession de drogues, et à donner la priorité à la santé publique. Un rapport remis à l'ONU détaille l'échec de quarante ans de répression : « cette politique a surajouté, aux dommages que créent les drogues, des catastrophes sanitaires comme l'infection par le virus du sida et ceux des hépatites, une violence sociale, en particulier en Amérique latine, et l'apparition de narco-Etats ». Aux Etats-Unis, 17 Etats ont décriminalisé la possession pour usage personnel de cannabis à des fins non médicales. La commission suggère des « essais dans des marchés légalement réglementés de drogues actuellement interdites, en commençant, sans s'y limiter, par le cannabis, la feuille de coca et certaines nouvelles substances psychoactives (drogues de synthèse) ». (Le Monde, 11 septembre).

Justice et mémoire : Tête-à-Claques : nouvelles affaires.

1. Il est mis en examen pour corruption active et trafic d'influence actif: les juges ont acquis la conviction qu'il a obtenu des renseignements de M. Azibert, portant sur les travaux de la Cour de cassation, alors saisie du dossier Bettencourt. Ce haut magistrat espérait en retour obtenir un poste prestigieux à Monaco, avec l'appui de Sarkozy. 2. Il fait l'objet d'une enquête préliminaire pour avoir fait payer par l'UMP des pénalités de 363 615 € qu'il aurait dû régler lui-même après l'invalidation de ses comptes de campagne 2012 par le Conseil constitutionnel (on se souvient que les militants de l'UMP avaient été sollicités de payer- le fameux Sarkothon). 3. Ses proches ont truqué les comptes de la campagne 2012, avec un système de fausses factures de la société Bygmalion, à hauteur de plus de 18 millions d'euros. 4. La justice enquête sur un soupçon de rétrocommissions lors de contrats signés en 2010 au Kazakhstan, en contrepartie d'une intervention de l'Etat français auprès de la Belgique pour éviter la prison à trois proches du président kazakh.

Ces nouvelles affaires s'ajoutent aux autres affaires en cours (Tapie, Libye, sondages de l'Elysée, Karachi, ...) [Stéphane Richard a dit à Bernard Tapie, le 25 mai 2013 : « la chose qu'il fallait absolument éviter, c'était de laisser entendre qu'il y avait une forme de complicité, d'amitié, voire de collusion entre nous »]. (Le Monde, 3 et 9 juillet, 23 et 25 septembre, 7 et 8 octobre).

Les relations amoureuses de nos jours.

« Il y a aujourd'hui moins de protections, de remparts : chaotique, l'amour moderne s'est libéré de ses cadres moraux et sociaux traditionnels. La marchandisation de la rencontre (Internet, sites de rencontre), l'extension folle du domaine du choix et le règne de la compétition font régner une grande insécurité sur l'individu, qui vit sa quête amoureuse comme une expérience douloureuse. Un échec amoureux entraîne toujours une remise en question personnelle. L'individu en vient à douter de sa valeur : si on ne me veut pas, est-ce parce que je ne vauds rien ? C'est l'angoisse fondamentale de notre époque (...). Les liens affectifs se voient mesurés, quantifiés en

termes de rentabilité, d'accumulation des profits et des plaisirs. Ce processus de rationalisation des relations intimes est l'une des lames de fond de la modernité. » (la sociologue Eva Illouz, *Télérama*, 8 octobre).

L'évolution humaine est un phénomène bioculturel.

« Avec la révolution du néolithique et le développement de l'agriculture, les hommes ont commencé à manger céréales et laitages. Mais cela n'a été possible que grâce à une modification de leur génome. Les variations de la tolérance au lactose et au gluten, dans les populations actuelles, dessinent peu ou prou les foyers de néolithisation.

La préparation des aliments, la cuisson, permettent d'épargner des fonctions digestives coûteuses. L'énergie qui a ainsi été économisée par l'organisme a pu être mise à profit pour d'autres fonctions, et notamment être allouée au cerveau, qui est un organe très exigeant.

Les enfants humains naissent à intervalles rapprochés mais mettent beaucoup de temps à devenir indépendants. Fait exceptionnel chez les primates, une mère doit souvent s'occuper de plusieurs enfants en même temps. Ce n'est possible que grâce à de complexes interactions sociales, car ces enfants sont partiellement pris en charge par d'autres adultes et interagissent entre eux, au sein de la fratrie... Il y a là, sans doute, une des clés de la grande sociabilité de notre espèce. » (Jean-Jacques Hublin, *paléoanthropologue*, *Le Monde Science et médecine*, 1^{er} octobre).

France

Le projet de loi de finances 2015 au secours... des plus riches ! 250 € par an pour les plus pauvres (revalorisation de 2 % du montant du Revenu de Solidarité Active) ; 520 € par an pour la classe moyenne (en augmentant le seuil de revenus à partir duquel l'impôt sur le revenu est prélevé) ; et 5250 € pour les plus riches (incitation fiscale à l'investissement locatif : en achetant 300 000 € un logement neuf, qu'il met à la disposition de son enfant pendant douze ans, un contribuable pourra bénéficier de 63 000 € de déduction d'impôt –soit 5 250 € par an ; en outre, le gouvernement a instauré des abattements exceptionnels de 100 000 € sur les droits de mutation à titre gratuit des donations de logements et de terrains à bâtir) : c'est une conception curieuse de la justice fiscale (Thibault Gajdos, *Le Monde*, 10 octobre).

« En détricotant la loi, MM. Hollande et Valls renforcent la bulle immobilière », (Cécile Duflot, *Le Monde*, 5 septembre) : « le plan de relance de la construction annoncé le 29 août par le premier ministre est une voie sans issue. S'il contient des avancées positives, comme sur l'écoprêt, il est à contresens des besoins en matière de logement. Ainsi, il augmente le régime de défiscalisation sans contreparties sociales, contrairement à toutes les politiques conduites par la gauche depuis Louis Besson. En cédant à certains promoteurs, le gouvernement prend le risque de poursuivre un mouvement d'augmentation artificielle des prix, alors que leur baisse est nécessaire, et de faire construire des logements là où les besoins sont inexistantes. En misant sur l'héritage, il prend le parti de concentrer le patrimoine et de renforcer les mécanismes de rente, ce qui ne résoudra pas la crise du logement. En renonçant à l'encadrement des loyers, il met à mal le pouvoir d'achat des Français ».

Notaires, pharmaciens, ... Le revenu mensuel médian des notaires (bac + 5, deux ans de stage) est de ... **13 284 €**. ! Celui des pharmaciens d'officine (bac + 6, - mois de stage) n'est « que » de **7 671 €**, celui des huissiers (bac + 4, 2 ans de stage), de **6 272 €**, celui des avocats (bac +6, six mois de stage) de **3271 €**, celui des opticiens lunetiers (bac + 5), de **2563€** (*Le Monde*, 7 octobre).

Le mal-être des adolescents français. Selon une étude de l'UNICEF, 43 % des jeunes de 15 ans et plus seraient en situation de « souffrance psychologique ». Une proportion non négligeable d'entre eux disent ne pas se sentir valorisés par leur père (23 %) ou leur mère (11 %), vivre, même, des relations tendues avec leurs parents (autour de 40 %). A l'école, près de la moitié des sondés se sentent angoissés à l'idée de ne pas réussir. Derrière ces vies « très privilégiées au regard de la majorité des enfants du monde », se cachent l'alcoolisme (consommation habituelle, jusqu'à l'ivresse, pour 41 %), la drogue (32 %), le harcèlement, « une immense solitude, un désarroi qui étouffent insidieusement le désir de vivre » (12 % ont tenté de mettre fin à leurs jours). L'étude confirme l'impact des séparations parentales dans le mal-être adolescent (la manière dont elles sont vécues et regardées par la société, les tensions et l'isolement qu'elles génèrent). (*Le Monde*, 24 septembre). La hausse du niveau de qualification n'enraie pas celle du chômage. Dans ce sombre tableau, seuls les ingénieurs, les docteurs et les diplômés de bac+2 et bac+3 en santé social tirent leur épingle du jeu. (*Le Monde*, 25 septembre).

Grand Paris. La métropole du Grand Paris comprendra Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. La loi a conçu la métropole comme un outil de réduction des inégalités de richesse entre territoires au sein de l'agglomération parisienne. Elle a prévu que toute la fiscalité économique perçue par les communes et les intercommunalités soit directement versée à la métropole. A terme, le même taux serait appliqué sur toute la métropole. Cette ambition d'harmonisation fiscale se ferait au détriment des Hauts-de-Seine et de Paris, qui pratiquent des taux beaucoup moins élevés que le Val-de-Marne ou la Seine-Saint-Denis. Aussi, les élus franciliens, qui rejettent le scénario du gouvernement, proposent-ils un autre projet à Manuel Valls. *Affaire à suivre.* (*Le Monde*, 8 octobre).

Paris. Avec Anne Hidalgo, et sa majorité de gauche unie (PS, PC, EELV), Paris sera la première ville de France à mettre en œuvre l'encadrement des loyers. Un niveau d'investissements élevé sera maintenu sans augmenter les impôts, mais le prix de la cantine scolaire, des centres de loisirs et des clubs sportifs et des ateliers périscolaires devrait augmenter pour les revenus égaux ou supérieurs à 7 500 € par mois. La Ville veut ajouter une ou deux tranches au barème des impôts pour le rendre

plus progressif. Les tarifs de stationnement pour les automobilistes et les cars de touristes augmenteront également. Une première expérience de « budget participatif » a été lancée en septembre. (*Le Monde*, 1^{er} octobre).

Il y a dix ans dans CMM

L'édito était intitulé : **Sciences économiques : science, ou discours idéologique ?**

« Si vous mettez deux économistes dans une pièce, vous aurez deux avis différents », disait Winston Churchill. **Se dégage-t-il**, de toutes les constructions intellectuelles accumulées par les économistes, **des « lois » qui fassent consensus ? (...)**

Et Hobsbawm de conclure : « bien qu'elle soit soumise à des impératifs de cohérence et de logique, la science économique a été une forme de **théologie** florissante – sans doute, dans le monde occidental, la branche la plus influente de la théologie séculière- parce qu'elle est **habituellement formulée de manière à échapper à toute espèce de contrôle** ».

La dénonciation de la soi-disant « science économique » ne date donc pas d'aujourd'hui. Mais il faut enfoncer le clou, surtout au moment où on parle (abusivement) de « prix Nobel d'économie » : Jean Tirole n'est pas un scientifique, mais un idéologue, qui prêche la vulgate néolibérale, cette « pensée unique » qui nous fait tant de tort. Le vrai nom de ce prix est « prix de la Banque de Suède de sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ». Il émane d'une banque centrale, la Banque royale de Suède, et non de la Fondation Nobel.

Il est agréable de noter que Thomas Piketty, dont l'ouvrage « le capital au XXI^{ème} siècle », connaît un retentissement mérité, se présente comme un historien plutôt que comme un économiste.

A signaler la série documentaire « Capitalisme », diffusée en six épisodes sur Arte le mardi à 20 H30. Passionnant exercice de déconstruction de la doxa libérale. Les deux premiers épisodes, diffusés le 14 octobre, étaient consacrés à démythifier Adam Smith (au nom de qui l'égoïsme a été érigé en valeur suprême).

Courrier des lecteurs

A.B : Mais, mon pauvre ami, il n'y a plus d'offre nationale réelle de biens de consommation « made in France » ! Accroître le pouvoir d'achat sans offre nationale revient à alourdir les importations, sans augmenter significativement les exportations. Il suffit de se rappeler du fiasco du ministère Maurois au début du règne de Mitterrand, à une époque de mondialisation moindre. Plutôt que de vouloir tondre ceux qui ont du fric, tu ferais mieux de travailler en entreprise productrice de biens de consommation, de voir ce qui s'y passe et de quitter une idéologie mortifère abstraite.

Bien qu'en retraite depuis peu, je n'ai pas envie de discuter sur une base théorique et mais de parler de mesures concrètes à apporter, sans perpétuellement accuser l'autre de tous les maux.

Tu devrais avoir des craintes : Tête-à-Claques revient !.....ou à défaut, Marine ! Voilà le choix résiduel. Brillant, non ? Sauf à espérer une révolution prolétarienne.....

Domage que nous n'ayons pas eu DSK, mais l'incompétence au pouvoir. Ne dézingue pas Valls trop vite.

CV : Hollande doit changer de premier ministre : Oui. Fais signer une pétition.

Y.L. : "Le socialisme de l'offre est une impasse." Parce que ça serait "un" socialisme? Même (surtout?) en politique, il faut appeler un chat un chat et une version du capitalisme... "un" capitalisme !!!! Quant à « une autre majorité à l'assemblée est possible »..... Avec les mêmes députés et les institutions de la V^{ème} ??????

L. G. : à propos des programmes de physique du bac : je suis à peu près certain d'avoir eu connaissance de la relativité (au moins l'expérience de Michelson) en terminale mais c'était il y a longtemps et peut-être que des programmes ont été élagués depuis. Avec la mécanique quantique ce n'est pas un bon exemple parce que les deux sujets font appel à des notions ardues et qu'il faut être vraiment avancé pour bien saisir, et en plus cela n'a aucune influence concrète sur la vie de tous les jours. Par contre la physique (ou chimie ?) des solides, qui était balbutiante quand j'étais étudiant mais a depuis complètement révolutionné le monde puisque c'est à partir de cela qu'on a fait des transistors et toute l'électronique moderne, mériterait certainement mieux d'être introduite si ce n'est déjà fait (notions d'eutectiques, de dopages, etc.). Les récents développements avec le carbone (fullerènes, nanotubes) n'en sont qu'une application.

Signalons que dans toutes ces disciplines scientifiques avancées Wikipedia est une révolution avec enfin des explications abordables commodément accessibles, rendant les lacunes de connaissances moins irrémédiables.

T.V. : Je voudrais corriger les chiffres que j'ai utilisés [dans le précédent courrier des lecteurs], parce qu'après un débat sur le forum des lecteurs d'Alternatives économiques, il s'avère que j'ai mélangé les bases taxables et les impôts évanouis. En fait avec 132 milliards de fraude fiscale, 32 milliards de fraude à la TVA et 15 milliards de fraudes sociales, on n'arrive qu'au coquet manque à gagner pour le fisc de 90 milliards, soit le paiement d'un salaire de 1500€ par mois aux 5 millions de personnes en recherche d'un emploi. Par ailleurs, notons que le coût du traitement du chômage est de 200 milliards dont 110 de subventions aux entreprises pour 30 milliards d'allocations. Cherchons l'erreur !

Sur le site <http://local.atac.org/atac92/spip.php?rubrique173> on peut lire les numéros 11 (juillet 2004) à 89 (octobre 2011) de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et sur : <http://local.atac.org/atac92/spip.php?rubrique152> , les numéros à partir de 90 (novembre 2011),

ainsi que des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.